



Presse Internationale

n°36 – mars 2006 - 1€ (soutien 2€)

LIT-QI

LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - IV INTERNATIONALE
EN BELGIQUE

www.litci.org
lital.be@tiscali.be

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'élan, 73, B10 - 1170 Bruxelles



Manifestation Internationale contre l'occupation en Irak

A l'appel de A.N.S.W.E.R. - 19 mars - 14h - Bruxelles Nord

Nous étions plus de 10.000 à Bruxelles pour exiger :
Régularisation des sans-papiers
Suppression des centres fermés
Arrêt des expulsions

p.3

Supplément :

COURRIER
INTERNATIONAL

Palestine - Iran

Aussi dans ce numéro : Edito - p. 2 ● La Poste : la lutte contre la privatisation - p.5
Europe : ça bouge - p.6 ● Mittal Steel : comme disait Marx - p.7 ● Venezuela : la parole
aux travailleurs du pétrole- p.9 ● Caricatures - p. 11 ● Défendre les combattants - p.12



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international comme celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QL, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénération bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

« Compatible avec les statuts... »

Le premier février dernier, une séparation de fait a été décidée par le Comité Exécutif de la Centrale des Métallurgistes (CMB) de la FGTB, suite à une série de discussions concernant le « passé politique » du dirigeant flamand H. Jorissen, alors qu'il avait 17 ans. Cette décision de scinder la FGTB Métal en une aile flamande et une aile wallonne devra être tranchée lors du prochain congrès début avril. Entre temps, un comité de coordination sera mis en place entre « les deux parties » pour traiter les dossiers fédéraux.

« La scission est compatible avec les statuts », c'est ainsi que André Mordant, président de la FGTB, s'exprimait suite à cette décision. Pour lui, « toute structure évolue » et c'est bien de trouver « un mode de fonctionnement plus adapté à la réalité »¹. Le sommet syndical est donc préoccupé par la question de savoir comment s'adapter au mieux pour éviter de se disputer pour de « mauvais motifs » et répondre ainsi à « la réalité de la sidérurgie en Flandre et en Wallonie [qui] n'est pas semblable ». Pour A. Mordant, « le vrai problème c'était la centralisation trop marquée de la FGTB Métal »².

Pour le Comité Exécutif de la CMB, la discussion sur « l'adaptation à la réalité » a été tellement importante, lors de leur réunion de début février, qu'il a laissé de côté des questions fondamentales pour la 'réalité' des travailleurs comme la modération salariale proposée par le gouvernement et le patronat.

Il est évident que cette « discussion », sur la morale ou l'appartenance politique des dirigeants syndicaux, est importante pour les travailleurs, et la façon de résoudre ce genre de situations doit être discutée par l'ensemble du mouvement syndical, par les travailleurs de base.

C'est à eux de trouver les moyens pour juger et sanctionner les dirigeants qui ne répondent pas à leurs intérêts.

Toutes ces tensions à l'intérieur de la centrale du métal de la FGTB ont mis en évidence une chose : lorsqu'on parle des nos organisations syndicales, il existe deux réalités. Il ne s'agit pas d'une réalité flamande et l'autre wallonne, comme le

dirait A. Mordant, mais de l'écart qui existe entre les préoccupations des dirigeants syndicaux et les travailleurs dans les entreprises.

Pour les sommets syndicaux, la préoccupation principale est de maintenir leurs 'relais politiques' avec les partis patronaux, de trouver la formule statutaire pour concrétiser la scission de la CMB, et de suivre le politique si la Belgique casse³ ou encore, comme le dirait Luc Cortebeek, de maintenir les différences en « termes de contenu..., d'organisation et de culture » des syndicats « et laisser le choix au gens »⁴.

Les mobilisations d'octobre 2005 nous montraient quelles sont les préoccupations de notre classe. Il s'agit d'arrêter les plans du gouvernement, de défendre nos acquis, défendre l'emploi, empêcher les licenciements, défendre nos pensions.

Ces mobilisations montraient aussi comment notre classe s'organise pour faire face au gouvernement : par l'unité d'action, à la base, dans les entreprises.

Notre classe n'a pas besoin des divisions entre wallons et flamands, entre verts et rouges, entre ceux qui ont des papiers et ceux qui n'en ont pas, entre travailleurs actifs ou travailleurs sans emplois.

Notre classe a besoin d'une organisation forte et unitaire, une organisation qui défend nos délégués et les travailleurs en lutte, qui soit centrée sur la mobilisation pour obtenir des victoires.

Nous avons besoin d'une organisation qui ne prend en compte aucune autre considération que notre appartenance sociale, une organisation de notre classe, pour notre classe et en rupture avec le patronat et son gouvernement.

Comme en octobre 2005, lors des deux grèves générales, c'est à la base, sur notre lieu de travail que nous pourrons construire cette organisation pour notre classe.

¹ La Libre Belgique, 9/02/06

² La Libre Belgique, 9/02/06

³ Idem

⁴ Le Soir, 27/02/06.

10.000 voix dans les rues de Bruxelles : régularisation !

Le 25 février dernier, à l'initiative de l'Union pour la Défense des Sans-Papiers (UDEP) et ses collectifs de soutien, plus de 10.000 personnes ont manifesté dans les rues de Bruxelles pour la régularisation des sans papiers, la suppression des centres fermés et l'arrêt des expulsions.

Des sections de l'UDEP des quatre coins du pays étaient présentes, démontrant ainsi le caractère national de cette organisation qui fêtera bientôt son deuxième anniversaire. Avec l'UDEP, les sans-papiers ont surmonté leur peur et sont sorti de la clandestinité.

D'autre part, nous avons vu le large mouvement de solidarité de la population belge envers les sans-papiers. Si les travailleurs belges luttent aux côtés de ceux que le gouvernement traite d'*illégaux*, c'est parce que les sans-papiers eux mêmes sont parvenus à démontrer qu'ils étaient également des travailleurs, qu'ils avaient aussi des enfants, qu'ils étaient décidés à lutter contre la surexploitation et qu'ils n'acceptent pas que leurs enfants soient incarcérés en centres fermés. Cela peut se résumer dans le mot d'ordre de l'UDEP : *Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs.*

Enfin, la présence dans la mobilisation d'une délégation d'un collectif de sans papiers de Lille, membre de la Coordination Nationale des Sans Papiers de France, ainsi que d'un délégué d'ATRAIE venu d'Espagne, ont souligné que le problème des sans-papiers dépasse largement les frontières de la Belgique et que la mobilisation contre l'Europe forteresse se développe. Le mot d'ordre annoncé par le camarade d'Espagne, *Native ou étrangère, la même classe ouvrière*, est à l'ordre du jour dans tout le continent. Et l'initiative d'une manifestation européenne commence à prendre forme.

L'UDEP et ses collectifs de soutien ont prouvé leur capacité de



mobilisation, et la présence de délégations internationales a mis l'accent sur l'ampleur du défi. La marche de commémoration de Sémira Adamu en septembre dernier avait déjà réuni 2500 personnes et pouvait compter avec une participation internationale. A la manifestation contre l'enfermement des enfants à Vottem, nous étions 3000 pour crier *Libérez les enfants*. A Anvers, la place forte du Vlaams Belang, nous étions 6000 pour exiger des papiers pour tous.

Au moment de clôturer la marche du 25 février, le ton a été donné finalement par les interventions des camarades d'Espagne et de France, qui ont mis l'accent sur la solidarité de classe, la mobilisation des travailleurs et l'horizon international. Toutefois, **nous ne pouvons nous empêcher de déplorer la prise de parole à cette occasion d'un membre du Parti Socialiste ainsi que d'une députée d'Ecolo.** Les deux demandent une politique *plus humaine* envers les sans-papiers. Mais qu'a fait Ecolo quand le gouvernement belge a organisé en mars 2004 le premier d'une série annoncée de vols charter, en collaboration avec le Luxembourg et les Pays-Bas, pour rapatrier des demandeurs d'asile ? A-t-on oublié que

le PS est directement responsable du durcissement de la politique répressive envers les sans-papiers ? Ne savait-on pas que la veille même de la manifestation, loin des discours, Vincent Aleini, occupant de l'église Saint Boniface et membre de l'UDEP Bruxelles a été tabassé et expulsé ? La Ministre de la Justice, du même PS, peut-elle se laver les mains quand Barry et David, deux autres camarades occupants de l'église Saint Boniface et membres de l'UDEP, sont toujours en prison pour défendre les sans-papiers ?

C'est une discussion que nous voulons mener fraternellement avec les camarades de l'UDEP et des collectifs de soutien. Ces députés sont venus prendre la parole parce qu'ils ont accepté de mettre en avant la proposition de modification de la loi proposée par l'UDEP. En leur donnant la parole, il existait chez certains l'illusion que le mouvement les utilisait en les forçant à prendre une position opposée au gouvernement. Rien n'est plus faux ! S'il est vrai que la proposition de modification de l'article 77 de la loi sur les étrangers est progressiste, en élargissant les critères de régularisation, elle n'en reste pas moins une réforme juridique qui ne met nullement en cause le vrai problème

des sans papiers : la discrimination selon le lieu de naissance. Au contraire, elle veut *organiser mieux* cette discrimination.

Nos mobilisations ont mis fin à la pratique *du coussin* qui a tué Semira. Nos mobilisations ont su, pour l'instant, éviter l'expulsion de Dédé, un autre camarade du combat des sans-papiers. De courageuses mobilisations à

l'aéroport auprès des passagers ont à maintes occasions fait échouer une expulsion. C'est le seul terrain où nous pouvons réellement avancer. Nous ne voulons plus d'enfants en prison, ni des gens qui sont simplement nés « au mauvais endroit ». Nous voulons mettre fin à la discrimination des travailleurs selon le lieu de naissance. Nous voulons la *régularisation de TOUS les*

sans-papiers. Ce n'est pas dans l'illusion de pouvoir « manipuler » les partis au gouvernement ou en croyant à leurs « bonnes intentions » que nous l'obtiendrons. Le gouvernement et les partis qui y siègent défendent les intérêts du « marché du travail » pour les capitalistes. Pour nous, *Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs*.

**Libération immédiate de TOUS les prisonniers !
Régularisation des 130 occupants de l'église St Boniface,
comme premier pas dans la lutte pour la régularisation de TOUS les sans-papiers.
Avec ou sans-papiers, nous sommes tous des travailleurs.**

Le tsunami des immigrants

Voici notre interview du camarade d'ATRAIE (Asociación de TRAbajadores Imigrantes en España) qui a été avec nous dans la mobilisation du 25 février.

Le message que nous voulons transmettre aux camarades en Belgique est que la lutte des émigrants n'a pas de frontières. La loi sur les étrangers d'application en Belgique est la même qu'en Espagne, en France et dans d'autres pays. L'unique issue que nous avons est de continuer à nous battre. C'est un travail très dur, très compliqué, qui nous demande un peu de patience et un peu de raisonnement. C'est une erreur de croire que les gouvernements de l'UE vont nous donner un beau jour des droits ou nous considérer comme égaux, parce que la seule chose qu'ils veulent c'est avoir davantage de main-d'œuvre bon marché.

Dans ATRAIE, nous pensons que nous devons créer une organisation à l'échelle internationale. La lutte des immigrants en Espagne doit avoir son reflet hors des frontières espagnoles. Et les problèmes et les luttes des immigrants qui vivent dans d'autres pays de l'Union Européenne doivent avoir un reflet en Espagne.

Nous revendiquons trois points importants.

D'abord, il faut la garantie de papiers pour tous et sans conditions. Cela signifie que tous les immigrants qui se trouvent physiquement dans n'importe quel pays ont le droit d'avoir les documents qui leur permettent de vivre d'une manière « légale » (entre guillemets, parce que dans ce monde il n'existe pas de personne illégale, c'est un mot qu'utilisent les gouvernements et les organisations qui soutiennent leurs politiques).

Deuxièmement, les étrangers font partie de la classe ouvrière. Nous sommes pour la participation de tous les immigrants dans toutes les luttes de la classe ouvrière sous la devise NATIVE OU ÉTRANGÈRE, LA MEME CLASSE OUVRIÈRE. Les immigrants doivent prendre part syndicalement aux organisations qui revendiquent vraiment les droits et qui sont des organisations combattives qui peuvent garantir la lutte et tout ce que demandent ces immigrants.

Troisièmement, les immigrants ne doivent pas oublier les luttes et les problèmes de leurs pays. Nous travaillons pour que la lutte dans nos pays soit plus forte, que les travailleurs de nos pays qui y restent soient plus forts pour mettre en échec le système de nos gouvernements, qui sont en général des gouvernements corrompus, des gouvernements qui travaillent seulement pour le pillage de nos richesses, des gouvernements qui aident les entreprises multinationales en leur fournissant les moyens pour évacuer davantage de matière première, spécialement les multinationales européennes qui volent notre pétrole, notre industrie minière, notre poisson et tout ce que nous avons de merveilleux dans nos pays d'origine.

Un jour nous retournerons dans nos pays mais nous voulons retourner là où nous, les travailleurs, sommes aux commandes. C'est un travail très pénible et cela nous oblige à nous organiser à l'échelle internationale, car le capital n'a pas de frontières et les chefs d'entreprise peuvent aller dans nos pays sans avoir besoin d'une autorisation de résidence. Nous devons garantir notre union. Nous sommes dans une situation très compliquée, très faible, mais les rivières, à leur origine, commencent toujours comme de petits ruisseaux et les gouttes remplissent la rivière. Nos gouttes, ce sont des gouttes de lutte. Nous devons les unir pour qu'un certain jour, nous puissions avoir un tsunami dans l'UE, le tsunami des immigrants.

La lutte contre la privatisation d'un service public

Un succès ! Le 12 décembre dernier, la grève des postiers wallons a été suivie à une très large majorité. Un préavis de grève illimité avait été remis à la direction un mois plus tôt par les trois syndicats. L'inquiétude des travailleurs était et reste effectivement très vive, elle grandit petit à petit depuis des années. Les usagers commencent également à percevoir une dégradation du service et l'avenir est loin d'être réjouissant. Le gouvernement vient de finaliser son accord avec les rapaces du privé.

Un long processus

La Poste était une entreprise publique détenue à 100% par l'Etat belge. Le 12 octobre dernier, la Poste danoise et le fond d'investissement britannique CVC Capital Partners Limited, se sont engagés à y prendre une participation de 50% moins une action. En 2003, suite à la recapitalisation de la Poste belge par le gouvernement, la Deutsche Post et sa filiale belge (DHL) avaient déposé plainte devant la Commission pour entrave aux règles européennes de libre concurrence. Dans cette guerre juridique, l'administrateur général de la Poste, M. Thys, était loin d'être impartial, puisqu'il a lui-même été au service de CVC jusqu'en 2004, et négociait avec le ministre socialiste des Entreprises publiques, Vande Lanotte. La Poste française alliée à la Poste hollandaise était aussi intéressée à racheter la Poste belge. Finalement, Post Danmark et CVC s'approprient le marché, pour une croûte de pain, et emportent le butin : le gouvernement belge leur garantit la moitié des bénéfices nets de 2006 et 2007, et à partir de 2008, un retour annuel de 10 millions d'euros. Peu importe l'ampleur des dégâts sociaux que cela peut engendrer ! L'accord vaut pour cinq ans, après, CVC est libre... Lors de la finalisation de l'engagement en octobre - le discours de l'homme politique est hypocrite - Verhofstadt nous disait : « *Il ne s'agit pas d'une histoire strictement financière. C'est un mariage entre deux groupes qui doit mener à des services d'une qualité supérieure pour les clients* »¹. Le patron de Post Danmark était au moins plus direct : « *C'est un défi de moderniser la Poste belge de sorte qu'elle devienne une des meilleures d'Europe. Nous n'aurions pas fait un tel investissement si nous n'étions pas convaincus de l'intérêt financier pour nous.* ».

La Poste est donc partiellement privatisée, selon le modèle suivi il y a dix ans pour l'opérateur historique de téléphonie Belgacom (ex-RTT). Quoiqu'en dise le premier ministre, la notion de rentabilité est totalement substituée à la notion de service rendu au public, pour garantir les profits des actionnaires. La rationalisation de l'entreprise va bon train. Il y a une augmentation de l'automatisation avec quatre nouveaux centres de tri, les plans Géoroute 1 et 2 qui allongent les trajets de distribution et augmentent la cadence de travail, la

suppression de 730 bureaux de poste, la suppression progressive de boîtes postales, etc. L'entreprise est en mutation. Plus de 2000 équivalents temps plein ont déjà été supprimés l'année passée. Au total c'est 10.000 emplois qui disparaîtront d'ici 2010. Vande Lanotte ne peut pas faire autrement que tenter vainement de nous rassurer : « *Il n'y aura pas de licenciements secs* »³. En plus des pertes d'emplois, le statut de fonctionnaire pour les distributeurs commence à être remplacé par des contrats précaires, l'âge de la pension est relevé, etc. Et pour les usagers, il est faux de croire que la concurrence nous garantit une diminution des prix : la Deutsche Post, qui a commencé sa privatisation il y a plus de dix ans, fait payer ses envois au prix le plus élevé d'Europe.



Dans notre pays, la privatisation de la Poste suit celle de Belgacom, de la Sabena, du Crédit communal, de la CGER, de Biac, etc. Les privatisations ont toujours signifié une destruction de l'emploi et des acquis sociaux. Il est évident pour une bonne partie des travailleurs qu'elles ne vont pas dans le sens de leurs intérêts. Mais la question que beaucoup se posent est de savoir comment on peut les éviter. Le sommet de la CSC-Transcom déclarait : « *L'avenir nous dira si la décision prise par l'actionnaire public s'avère être le bon choix.* ». Ce n'est certainement pas avec une direction comme celle-là que les travailleurs prendront les choses en main. Mais la suite est plus instructive : « *Afin d'éviter la multiplication des conflits sociaux, le syndicat chrétien espère que les patrons danois n'exigeront pas de transposer le modèle danois en Belgique sans tenir compte de notre histoire sociale.* ». Cette bureaucratie syndicale avoue sans détour son objectif d'éviter les conflits sociaux. Le syndicat socialiste n'en est pas non plus épargné : si l'acceptation de la dernière convention collective de la Poste était une condition préalable à son rachat, c'est le vote de Balland (CGSP wallonne) qui l'a directement permise. Ces traîtres au sein des organismes de notre classe sont en fait, directement responsables des privatisations. Les grèves locales à Zelzate, Deerlijk, Kemmel, Heuvelland, Herstal, Sint-Lievens-Houtem et dans la région liégeoise témoignent de la combativité de travailleurs et de délégués. Et c'est uniquement cette combativité de la base qui a finalement imposé à la bureaucratie de déclarer grève le 12 décembre. Ces syndicalistes qui ne pensent qu'à conserver leur poste se démènent pour diviser les luttes, par couleurs syndicales, par région, et canaliser la combativité de la base dans une voie sans issue. Tout se joue entre les discours et les actions. Alors que les bureaucrates du niveau fédéral se déclaraient « *solidaire* » de la grève, ils n'ont rien fait pour la promouvoir.

¹ Pour toutes les citations : *Le Soir*, 12/10/05

**Unité dans la mobilisation des travailleurs de tous les services publics
Nationalisation sans indemnisation de toutes les entreprises publiques privatisées
Pour une opposition syndicale démocratique et combative**

Allemagne 18 minutes de trop

Le gouvernement allemand voulait s'approprier gratuitement 18 minutes de temps travail par jour des employés des services publics. Et ces travailleurs ont tout simplement dit NON. Le 6 février, plusieurs milliers de fonctionnaires se sont mis en grève pour un temps indéterminé dans le Baden-Württemberg contre cette mesure de rallonger la semaine de travail de 38,5 h à 40 heures sans augmentation de salaire. Les travailleurs du syndicat Ver.di avaient voté la grève avec 95% des voix. La dernière grande grève dans ce secteur date du temps de Kohl, il y a 14 ans.

Le responsable du secteur dans le gouvernement fédéral, Bert Rürup, « ne comprend pas pourquoi ils font grève », étant donné que partout il faut travailler plus, étant donné « la faible conjoncture ».

La réalité est qu'il y a des années que les salaires suivent leur chemin descendant, alors que les profits des multinationales allemandes ne cessent d'augmenter. Ceux-ci payent de moins en moins d'impôts et les caisses des communes se vident. Par les privatisations et autres « restructurations », 2,2 millions de jobs ont disparus dans les services publics en 15 ans.

Les grévistes interviewés dans les médias étaient unanimes pour souligner qu'il ne s'agissait pas seulement de ces « 18 minutes », mais que le ras-le-bol était généralisé. Comme disait Uko Gran, éboueur depuis des années à Mannheim, à la télé : « il y a un moment où ça suffit, nous ne pouvons pas continuer à endosser tout ».



Il faut ajouter à cela que le ras-le-bol n'était pas seulement dirigé contre le gouvernement. Il y a quelques mois, le syndicat Ver.di avait signé une Convention Collective de Travail où pour la première fois était accepté le principe de paiement à la productivité et où plusieurs bonifications étaient supprimées. Il avait aussi accepté, « afin d'éviter la sous-traitance », la création d'une nouvelle catégorie, avec un salaire inférieur au minimum en vigueur. Le dirigeant Gerd Landsberg était fier d'avoir fait ces concessions « afin d'assurer le service public dans 13 000 villes et communes ». Ver.di se préparait même à étendre aux travailleurs de l'Allemagne de l'Ouest la semaine de 40 heures, toujours en vigueur en Allemagne de l'Est. Et c'est là que la base a dit NON!

Il faut ajouter à cela que le ras-le-bol n'était pas seulement dirigé contre le gouvernement. Il y a quelques mois, le syndicat Ver.di avait signé une Convention Collective de Travail où pour la première fois était accepté le

principe de paiement à la productivité et où plusieurs bonifications étaient supprimées. Il avait aussi accepté, « afin d'éviter la sous-traitance », la création d'une nouvelle catégorie, avec un salaire inférieur au minimum en vigueur. Le dirigeant Gerd Landsberg était fier d'avoir fait ces concessions « afin d'assurer le service public dans 13 000 villes et communes ». Ver.di se préparait même à étendre aux travailleurs de l'Allemagne de l'Ouest la semaine de 40 heures, toujours en vigueur en Allemagne de l'Est. Et c'est là que la base a dit NON!

France Contrat Précaire d'Exploitation

Le gouvernement français, fort du succès annoncé du Contrat Nouvelles Embauches (CNE), introduit en août 2005, a fait voter le Contrat Première Embauche (CPE), très proche, dans l'esprit, de son CNE.

Pendant deux ans (période dite « d'essai »), un jeune peut être licencié à tout moment, sans aucune justification, ni garantie. Il ira, tôt ou tard, rejoindre « l'armée de réserve » des sans-emploi et, s'il a la chance d'avoir pu travailler au moins quatre mois, il aura droit à vivoter avec une prestation-chômage frôlant le Revenu Minimum d'Insertion (460€) pendant deux mois. Sa place sera reprise par un autre, et ainsi de suite car le CPE exonère le patron de toute charge pendant trois ans. De véritables esclaves modernes, à l'image de ces stagiaires bénévoles. Une aubaine sans précédent... pour les patrons !

Face à la mobilisation grandissante des jeunes et des travailleurs, le gouvernement tente de passer en force. Après le vote du CPE en pleine nuit, par une poignée d'ombres parlementaires, on a fait passer sans discussion ni débat « démocratique » l'ensemble du projet de loi dit « d'égalité des chances ». Outre le CPE, cette loi votée « en urgence » vendredi 10 janvier, établit l'apprentissage « junior » (entendez à 14 ans), et organise même le travail de nuit des enfants dans certaines branches ! Pour les besoins du patronat, ceux-là même que les conquêtes ouvrières avaient tirés de l'usine en obtenant l'école publique, laïque et gratuite pour tous au XIXe siècle, sont renvoyés à l'usine, renvoyés plus d'un siècle en arrière.

La jeunesse a dit NON ! en descendant dans la rue, aux côtés des travailleurs, le 31 janvier, le 2 puis le 7 février.



Abrogation de la loi dite d' « égalité » des chances
Abrogation sans condition du CPE et du CNE

Pour la défense du code du travail et des conventions collectives

Pour plus d'information, voir le site de la section française de la LIT-QI :

<http://www.gsi-litqi.org>

La « nouvelle gauche » en Allemagne :

« Pour assurer l'équité sociale sur le marché du travail, les membres du PDS rechignent par exemple à accepter qu'une réduction du temps de travail s'accompagne d'une réduction des salaires, alors que les membres de la WASG issus du monde syndical sont rodés à de telles pratiques pour sauver des emplois ».

Klaus Ernst, dirigeant national de la WASG et du syndicat IG Metal en Bavière.

L'Humanité, 14/10/2005

Comme disait Marx...

« La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'œuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est devenu un fait. » Quand Lénine a écrit ces lignes en 1916 dans « *L'impérialisme, phase suprême du capitalisme* », il avait accumulé pas mal de statistiques pour montrer qu'effectivement, le monopole est devenu un fait. Aujourd'hui il suffit d'ouvrir le journal ou de regarder la télé pour s'en convaincre.

La fusion en vue des deux premiers groupes dans le secteur de l'acier, Mittal Steel (5,9 % de la consommation mondiale d'acier), avec son siège aux Pays Bas, et Arcelor (5,5 %), avec son siège au Luxembourg, n'est qu'une manifestation de plus de cette tendance déjà annoncée par Marx. Ces derniers jours, pas moins de trois mégadeals ont défrayé la chronique. Mittal a jeté son dévolu sur Arcelor en valorisant sa proie à 18,6 milliards d'euros. Le groupe de distribution américain CVS a absorbé son concurrent Albertson en payant 9,8 milliards de dollars. Disney a englouti Pixar moyennant 7,4 milliards de dollars. Les dix premiers producteurs d'acier dans le monde produisaient 22% de la production mondiale en 1993 et 40% aujourd'hui. Les cinq premiers producteurs d'aluminium produisent 40% de la production mondiale.¹

Du point de vu de la productivité, la concentration des capitaux est une bonne chose, mais le problème est que, dans notre système économique, les avantages de cette augmentation de productivité vont toujours aux capitalistes, en détriment des travailleurs. Dans une société socialiste, la concentration des moyens de production dans les mains de l'Etat, dirigé démocratiquement par les travailleurs, est une avance colossale. Et même si cet Etat est dirigé par une bureaucratie, l'avantage de cette concentration est telle que, pour un certain temps, elle a permis un développement sans précédent dans l'histoire des pays arriérés, comme à Cuba, en Russie, en Chine. Il suffit de comparer le niveau de vie encore actuel de la Chine avec celui de l'Inde, deux pays avec une population comparable.

La saga Mittal-Arcelor reflète les intérêts des capitalistes. La famille Mittal détient à elle seule 88 % du capital de l'entreprise. La presse bourgeoise est

unanime pour glorifier cette « prouesse » comme une « success story ». Un pauvre marchand de ferraille est devenu le numéro un mondial de l'acier, exemple d'esprit d'entreprise. Lakshmi Mittal est le troisième homme le plus riche de la planète, après Bill Gates et Warren Buffett. L'entreprise a grossi grâce aux acquisitions : Thyssen Duisburg (1997), Inland Steel (1998), Unimetal (1999), Sidex, Iscor, Annaba (2001), Nova (2003), International Steel et PHS (2004) et Mittal parvient actuellement à extraire de la survaleur de quelques 175 000 travailleurs dans quatorze pays.² Comment a-t-il fait ?

Le décollage de Lakshmi intervient en Indonésie en 1976. En 1992, le gouvernement mexicain a privatisé Siderurgica del Balsas SA, qui avait coûté 2,2 milliards de dollars, c'est-à-dire qu'il a vendu l'entreprise à Mittal pour 25 millions de cash et 195 millions de reprise de dette.³

Lakshmi Mittal a toutefois fait son grand bond en avant avec la restauration du capitalisme dans les pays de l'Est. A cette occasion, Mittal a été un des grands prédateurs de la richesse accumulée dans ces Etats, finalement mis en pâture par la bureaucratie du Kremlin au capital international. Les trois plus importantes implantations de Mittal sont actuellement en Pologne, en Roumanie et au Kazakhstan.

Au **Kazakhstan**, l'usine Karmet était l'un des trois plus importants sites sidérurgiques de l'ère soviétique, employant plus de 100.000 ouvriers. Entre 1990 et 1995, sa production avait chuté de moitié, passant de 5 millions de tonnes à 2,3. Les salariés en étaient réduits à échanger le métal de l'usine contre de la nourriture, des vêtements, voire du « tayan », un

Défendre l'Europe de la compétition chinoise ?

Le 10 février, Mittal a proclamé qu'il doit acheter Arcelor « pour défendre l'Europe de la compétition chinoise ». Voyons.

La production d'acier dans le monde est passée de 570 millions de tonnes en 1969 à 850 en 2001, une augmentation d'un tiers en 30 ans. Dans les dernières 5 ans, elle a encore augmenté de 30%, à 1130 millions de tonnes. Et cette augmentation est presque exclusivement due à la consommation chinoise qui prend 200 des 280 millions d'augmentation pour son compte. La Chine est devenue le premier consommateur mondial d'acier et le troisième producteur (349 millions de tonnes en 2005).

Si Mittal n'a (encore) aucune usine sidérurgique en Inde, il en a en Chine. En septembre 2005 il a acheté une participation de 36.7 % dans Hunan Valin Steel Tube & Wire Co pour 317 millions de dollars. Actuellement il est en discussion pour acheter une participation de 49% dans Baotou Iron & Steel Group, une sidérurgie propriété du gouvernement qui à produit 5,4 millions de tonnes en 2005. La législation chinoise ne permet pas une participation plus importante, mais « le gouvernement chinois permettra progressivement une plus ample participation aux étrangers ». En plus, Arcelor, qui n'a rien en Chine, est en discussion pour une participation dans Laiwu Steel Corp.

La production d'acier est très peu concentrée en Chine. Il y a 260 usines sidérurgiques et la plus importante, Baosteel Group Corp de Shanghai, ne produit qu'un peu plus de 10% de la production chinoise. Le souci de Mittal pour la compétitivité de l'Europe en Chine est donc bel et bien un souci pour la présence de Mittal dans cette course folle à la concentration, lorsqu'il s'agit d'occuper une place dans la colonisation de la Chine, selon toutes les règles de l'économie capitaliste.

dérivé de l'opium, que des routiers ouzbeks et tadjiks ramenaient d'Asie centrale avant de repartir chargés d'acier.

Noursoultan Nazarbaev, le président kazakh, ancien salarié de cette usine, était devenu le secrétaire général du Parti communiste kazakh. En 1995, il conclut un accord avec Mittal et vend l'usine, les mines de fer et de charbon, la centrale électrique qui alimente l'usine et la ville, la compagnie de trams, l'hôtel et la station de télévision, le tout pour 500 millions d'euros. L'intermédiaire, un certain Shodiev, un proche de Nazarbaev, reçoit une « commission » de 83 millions d'euros. Par la suite interviennent généreusement la Banque mondiale et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), cette dernière basée à Londres, où réside Lakshmi. Actuellement, le site est le troisième en importance du groupe, après les unités polonaise et roumaine. Autosuffisant en énergie avec sa centrale électrique, et en matières premières avec ses deux mines, il est aussi, selon Paul Weigh, en charge de la communication, « l'usine aux coûts de production les moins chers du monde ».⁴

Dans l'accord passé avec le président kazakh, M. Mittal promettait de ne faire aucun licenciement. Actuellement il y n'a plus que 50 000 salariés kazakhs. En mars 2005, il y a eu un mouvement de grèves pour une meilleure protection sociale. Un mineur de charbon à Kazakhstan a un salaire mensuel de 100 euros, à comparer avec les 288 euros que gagne un mineur russe de la région du Kuzbass. En décembre 2004, 23 travailleurs y ont trouvé la mort dans une explosion.⁵

En 2001, Mittal s'empare de la sidérurgie de la **Roumanie**. Il suffisait d'une lettre d'introduction de Tony Blair au Premier ministre roumain pour soutenir le rachat du géant sidérurgique national, Sidex, en échange d'une généreuse contribution aux caisses du Labour. La « restructuration » sera encore une fois financée par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.⁶

En octobre 2003, Mittal devient propriétaire en **Pologne** de PHS, le plus grand holding sidérurgique du pays, constitué par les quatre principales

aciéries polonaises (Huta Sendzimir, Huta Katowice, Huta Florian et Huta Cedler), qui fournissent 70% de la production nationale. L'année passée, il y a ajouté l'aciérie Czesochowa, spécialisée dans la production de tôles pour l'industrie navale (700.000 tonnes d'acier par an, plus de 2.000 travailleurs).



Kroll - Le Soir, 03/02/06

Aujourd'hui, on crie au scandale : un Indien ne peut quand même pas acheter un fleuron européen. Cette fois, c'est du côté d'Arcelor, contre Mittal, qu'intervient le gouvernement luxembourgeois en bloc, et Chirac, en visite en Inde, disait qu'une Offre Publique d'Achat hostile, « cela ne se fait pas entre grandes boîtes ».⁷ On parle d'éthique, comme si sous le capitalisme, il y avait une autre éthique que celle du profit. Le lendemain de l'offre de Mittal, le Conseil d'administration d'Arcelor s'est réuni pour conclure que l'offre était hostile, étant donné que « les deux compagnies ne partagent pas... les mêmes valeurs », comme s'il y avait d'autres valeurs dans ce monde que le profit. Michel Olynyk qui siège à ce Conseil comme délégué CSC enchaîne en se félicitant des "valeurs" d'Arcelor qui, au contraire de Mittal, aurait « les préoccupations du modèle social européen ». Rappelons que Mittal n'a aucune usine sidérurgique en Inde,⁸ et qu'il réalise sont chiffre d'affaires (17,42 milliards EUR entre janvier et septembre 2005) pour 41,1% en Europe et pour 27,4% en Amérique.

« A quoi bon savoir qui sera d'Arcelor ou de Mittal notre patron demain ? » Voilà l'opinion d'un travailleur d'Arcelor. Et ses camarades y ajoutent : « L'homme ne compte plus. Seul importe l'intérêt des actionnaires ».⁹ Lakshmi proclame « qu'il n'achète pas des usines pour les fermer ». Et il y a encore des

syndicalistes qui y croient. « Sans Mittal, les sites sidérurgiques de Hambourg et Duisbourg n'existeraient plus », affirme en Allemagne, Friedhelm Matic, directeur du bureau acier du puissant syndicat IG Metall.¹⁰ Entre-temps, les 200 travailleurs de la seule usine détenue par Mittal Steel au Grand-Duché, la Société du train à fil de Schifflange, savent depuis le 4 février qu'elle va fermer. Ils l'ont appris d'Arcelor, qui y a une importante participation et siège au Conseil.

Dans la saga Mittal-Arcelor, le débat dans la presse bourgeoise reflète les intérêts des capitalistes. Personne ne s' imagine même de demander l'avis des travailleurs. Et pour les travailleurs, la lutte continue, que ce soit au sein d'Arcelor ou au sein de Mittal. Lakshmi Mittal a dit dans une interview à Euronews le 2 février que « le plus important, ce sont les travailleurs ». En cela, il est d'accord avec Karl Marx, mais alors que Marx se réfère au fait que seul celui qui travaille produit de la richesse, Mittal se réfère au fait que seul les travailleurs peuvent lui procurer de la survaleur et lui fournir ses énormes richesses personnelles.

Voilà ce que disait déjà Marx, il y a un siècle et demi: « L'accumulation de richesse à un pôle signifie donc en même temps à l'autre pôle une accumulation de misère, de torture à la tâche, d'esclavage, d'ignorance, de brutalité et de dégradation morale pour la classe dont le produit propre est, d'emblée, capital. »¹¹

Pour les travailleurs, ce qui compte est de pouvoir développer la solidarité, l'unité dans la lutte, entre tous les travailleurs, que ce soit au sein d'Arcelor, de Mittal ou d'un nouveau trust avec encore plus de concentration. Et au-delà de cet objectif immédiat, d'en finir avec cette société capitaliste et créer une société socialiste, en Europe, en Asie, partout dans le monde. C'est la seule solution vraiment réaliste.

¹ Le Soir, 28/01/06 - ² Le Soir, 28/01/06 - ³ <http://quote.bloomberg.com/apps/news?pid=1000006&id=aiAhPuXCo2co&refer=home> - ⁴ Le Monde, 03/02/06 - ⁵ Eurasia Daily Monitor, 23/03/05 - ⁶ Le Soir, 28/01/06 - ⁷ Euronews, 21/02/2006 - ⁸ En octobre dernier il a investi 7,4 milliards d'euros dans la construction d'un site de production et d'extraction de minerai de fer dans l'Etat du Jharkhand, à l'est de l'Inde. En passant, il a donné 0,1% de cette somme à de bonnes oeuvres en Inde. Voir Radio France Internationale 03/06/06 - ⁹ Le Soir, 01.02.2006 - ¹⁰ Le Monde, 03.02.2006 - ¹¹ Le Capital, livre I, chap. XXIII La loi générale de l'accumulation capitaliste, §4 - éd. Quadrige/PUF p.724

« Grâce au triomphe des travailleurs du pétrole, la révolution vénézuélienne avance ! »

Ce titre est en première page du n° de décembre 2005 de la revue « Opción Clasista ». Le 2 avril 2005, les travailleurs du pétrole de l'Etat de Anzoátegui, le centre pétrolier le plus important du Venezuela, ont organisé un courant d'opposition à l'intérieur de FETRAHIDROCARBUROS, un des deux syndicats nationaux. « Opción Clasista de los Trabajadores » (option de classe des travailleurs) se propose de « livrer la bataille à l'intérieur de PDVSA contre la nouvelle bureaucratie ». Cette initiative, spécifique pour la compagnie pétrolière vénézuélienne Petróleo de Venezuela Sociedad Anónima (PDVSA), fait partie d'un mouvement plus ample au Venezuela. La UNT - Unión Nacional de Trabajadores (Union Nationale des Travailleurs) a été fondée en août 2003, en opposition au syndicat jaune Confederación de Trabajadores de Venezuela (CTV - Confédération de Travailleurs de Venezuela), avec 1500 délégués en provenance de tout le pays, représentant 120 syndicats et 25 fédérations régionales. La UNT est actuellement déjà majoritaire dans beaucoup d'entreprises. La direction nationale de la UNT, ainsi que des délégations d'autres pays (César Neto - PSTU-Brésil, Rodrigo Ayala - Unité Internationale des travailleurs-Quatrième Internationale) ont participé au Congrès de Fondation de Opción Clasista.

Voici la situation actuelle au Venezuela, après le lock-out patronal de PDVSA de décembre 2002, selon Opción Clasista.

Premier acte : La méritocratie

administrait et contrôlait PDVSA au service des entreprises transnationales et pour leur bénéfice. Jusqu'au cœur de l'entreprise, le système de contrôles électroniques était directement dans les mains des impérialistes, à travers INTESA-SAIC.

C'était ce que nous appelions : un Etat dans l'Etat.

Comment les compagnies pétrolières « renforcent le processus révolutionnaire » :

Bénéfices de l'année passée, en milliards d'euros :

British Petroleum	12,8
ExxonMobil	21,1
Royal Dutch/Shell	15,2
Total	10,0
Gazprom	4,1

Bénéfices du troisième trimestre de 2005, en milliards d'euros :

Chevron Texaco	8,3
Shell	7,5

Source : Opción Clasista, décembre 2005 - conversion de dollar en euro à 1,2
Pour Gazprom : Wikipedia

Second acte : Les travailleurs et le peuple vénézuélien, qui étaient déjà mécontents depuis le mois de février de 1989, exigeaient des améliorations dans les conditions de vie. Comment le Gouvernement pouvait-il s'occuper des demandes du peuple si les profits pétroliers étaient contrôlés par la méritocratie? L'alternative du

Gouvernement était de faire face ces secteurs pro-impérialistes et putchistes.

Troisième acte : Le Gouvernement et la méritocratie se déclarent la guerre. La méritocratie, soutenue par l'impérialisme, la CTV, l'église catholique, Fedecámaras et certains partis bourgeois organisent le lock-out pétrolier et cherchent à évincer Chávez du gouvernement.

Quatrième acte : Le peuple dit NON. Le peuple dit : « les gouvernements, c'est nous qui les mettons en place. S'il faut les défenestrer, cela doit être notre décision, celle des travailleurs et du peuple, et non une décision de la bourgeoisie et de l'impérialisme ». Les travailleurs pétroliers, le peuple organisé et les secteurs patriotiques de l'armée ont agi de manière exemplaire et ensemble nous avons mis en échec le lock-out impérialiste. De cette manière nous montrons que les travailleurs, nous savons non seulement produire, mais aussi défendre et administrer notre industrie. Le résultat a été la défaite de la méritocratie et de ses laquais inconditionnels.

Cinquième acte : De la main de la « nouvelle » PDVSA, la dépendance dans la production de gaz et de pétrole par rapport à ces transnationales impérialistes ne fait qu'augmenter : Chevron Texaco, Shell, Halliburton, Conoco Phillips, Exxon Mobil, Repsol, etc.

EPILOGUE : Comme synthèse finale, lamentablement, ce que nous voyons de nos jours est

LE RETOUR DES MORTS VIVANTS

LA VUELTA DE LOS MUERTOS VIVOS



Texto

Option Classiste des travailleurs soutient et promeut la campagne continentale pour la

NATIONALISATION DES HYDROCARBURES SANS INDEMNISATION,

comme seule issue dans la défense de la souveraineté nationale et des intérêts des travailleurs.

Nous sommes pour la convocation d'une Constituante Pétrolière, pour obtenir les revendications susmentionnées et refonder une véritable « Nouvelle PDVSA ».

Opción Clasista - déc. 2005

Opción Clasista explique aussi ce que représente ce « Cinquième acte », la « nouvelle » PDVSA :

PVDSA ne manque pas d'afficher des « soucis sociaux », avec un module « Barrio Adentro » - un Centre d'Assistance qu'Opción Clasista classe parmi les « politiques sociales compensatoires » recommandées par la Banque Mondiale et mis en oeuvre aussi par Petrobras, Petroecuador et d'autres, afin de "compenser les effets pervers de la pauvreté".

Entre-temps :

Les conditions de la licence accordée à Chevron Texaco et Gazprom, selon la revue AVANCES, de la Nouvelle PDVSA, du mois de septembre, sont : « elle aura une durée de 30 années, l'État aura une participation, à travers PDVSA, de jusqu'à 35%, une fois déclarée sa viabilité commerciale. »

Le 31 décembre, l'exploitation pétrolière souffrira une modification radicale. A partir du 1 janvier, PDVSA ne sera déjà plus l'unique propriétaire de l'exploitation pétrolière dans le pays. Ce jour, toute l'exploitation assumera la forme d'entreprises mixtes, c'est-à-dire une partie sera propriété de PDVSA et une autre des transnationales impérialistes. Celles-ci, assoiffées de profit facile, seront maintenant aussi propriétaires de notre principale richesse : le pétrole. Ceci affectera l'histoire de l'industrie pétrolière dans le pays.

Une politique anti-impérialiste ? Plutôt que d'avoir des illusions dans le gouvernement de Chavez, nous saluons et encourageons la lutte des travailleurs du pétrole, et du peuple vénézuélien avec eux !

Texto :

Dans son discours au Forum Social Mondial de Porto Alegre en janvier 2005, Chavez a dit que « Mao Tse Tung aborde le thème crucial pour toute révolution et pour tout révolutionnaire. Il est indispensable, a-t-il dit, de bien distinguer nos amis de nos ennemis. » Voyons donc qui sont les amis de Chavez, selon ce même discours :

[La Russie] a à sa tête un bon président, Vladimir Poutine c'est-à-dire le patron de Gazprom.

Il y a l'Europe unie et désormais dotée d'un nouveau gouvernement socialiste en Espagne c'est-à-dire Zapatero, le défenseur de Repsol.

En Asie, en Afrique, j'ai récemment rendu visite à cet autre modèle qu'est Moammar Al Kaddafi.

Chavez cite avec fierté une phrase de Simon Bolivar qui disait en 1830: « *L'empire du Brésil est la meilleure garantie que la Providence ait envoyée aux Sud-américains pour assurer la continuité de nos républiques naissantes.* »

Et finalement son dernier mot: *Je suis sûr qu'avec Lula et le peuple brésilien, qu'avec Nestor Kirchner et le peuple argentin, qu'avec Tabaré Vázquez et le peuple uruguayen, nous tracerons le chemin vers le rêve d'une Amérique Latine unie.* Kirchner, qui lance la répression contre « le peuple



Rencontre continentale pour la nationalisation des hydrocarbures, contre les privatisations et pour la souveraineté nationale de nos peuples

argentin » qui demande un job à Repsol, Vázquez qui envoie des troupes en Haïti.

Quant à un autre ami: *J'admire beaucoup le Che, je le chante, je le lis et je m'en souviens, mais la thèse du Che n'était pas viable à l'époque [...] l'histoire, ou plutôt la réalité, nous a prouvé que cette thèse d'un, de deux, de trois anciens Vietnam en Amérique Latine ne tenait pas la route non plus au Venezuela.*

Demandez le compte rendu et l'intervention de la LIT-QI à la Rencontre continentale dans le *Courrier International* n°114, consacré entièrement à cette campagne.

Les masses arabes anti-impérialistes répondent à la provocation raciste

La publication des caricatures de Mahomet initiée par le *Jyllands-Posten*, un quotidien danois de droite, connu pour son soutien à la dictature nazie et au fascisme italien dans les années 30' et politiquement proche du Parti du Peuple danois (extrême droite, 13% de sièges au Parlement) - a suscité une vague d'indignation dans le monde arabe. Les médias occidentaux ont dénoncé comme un scandale... une remise en cause de la liberté d'expression, alors qu'il s'agit bel et bien d'un acte d'agression raciste digne du Vlaams Belang, une initiative qui veut semer l'amalgame entre des croyances religieuses et le « terrorisme » aveugle condamné tous les jours par les « gens honnêtes » comme Bush et Blair. La publication d'images de Mahomet avec une bombe dans le turban vise clairement à nourrir un sentiment anti-musulman et anti-immigrés.

Le soutien généralisé des organes de la bourgeoisie européenne (médias, politiciens, intelligentsia) à ces répugnantes marques de mépris coïncide avec la position des élites dirigeant le vieux continent eu égard à la politique US dans le monde arabe. Elles se rangent docilement – non sans s'impliquer concrètement ! – derrière les interventions impérialistes US au Moyen-Orient. Le fait que cette campagne coïncide avec la poursuite de l'occupation sanglante de l'Irak, la victoire du Hamas en Palestine et les menaces de sanctions (et d'agression militaire) envers l'Iran ne doit rien au hasard. L'impérialisme craint une montée en force de la résistance en Irak et les hérauts de la « démocratie » refusent d'accepter le verdict des urnes des masses palestiniennes. S'il est vrai que la bourgeoisie iranienne et son président Mahmoud Ahmadinejad essayent de capitaliser la grogne de leur peuple (alors qu'ils n'hésitent pas à poursuivre durement des travailleurs en grève), là aussi les manifestations massives sont l'expression d'un sentiment anti-impérialiste généralisé et les premiers fabricants et utilisateurs de bombes atomiques y voient un dangereux mouvement révolutionnaire.

Les médias présentent cyniquement les protestations des masses musulmanes comme la preuve de leur fanatisme et de leur intolérance. La réalité – que les gros titres s'efforcent de masquer – leur donne tort. La foi et les dogmes qui l'accompagnent jouent évidemment un rôle dans ces soulèvements. Et pour cause : depuis des décennies, les gouvernements impérialistes et leurs marionnettes locales renforcent ce « facteur religieux » comme moyen de détourner les sentiments anti-impérialistes (potentiellement révolutionnaires) des masses arabes à la faveur de réflexes réactionnaires. Mais **la plupart des manifestations déclenchées par les caricatures visent plus que le Danemark ou l'iconoclasme. Elles relaient directement un rejet violent de la politique**

impérialiste des européens et américains dans la région.

En Afghanistan, les manifestations n'ont pas seulement eu lieu dans la région Pachtoune des provinces du Sud (soutien majeur des Talibans), mais partout dans le pays. A Kabul, l'ambassade du Danemark a été prise pour cible. A Mainmana, les manifestants s'en sont pris à une base des Forces de Sécurité de l'Otan¹ abritant entre autres des militaires norvégiens et finlandais, aux cris de « Mort au Danemark ! Mort à la Norvège ! Mort à l'Amérique ! Mort à Bush ! ». Des troupes britanniques ont été appelées en renfort. L'ONU a ordonné l'évacuation du personnel « non-indispensable » de la région. Les forces d'occupation et le gouvernement d'Hamid Karzai mis en place par les Etats-Unis ont réprimé ces protestations dans le sang. Au moins 11 personnes ont déjà été tuées et des dizaines d'autres blessées, rien qu'en Afghanistan. Dans les régions frontalières du Pakistan, les mouvements armés pachtounes sont de plus en plus actifs. Leur hostilité à l'égard du régime collaborationniste du Président Musharraf va grandissante. Certaines manifestations ont rassemblé jusqu'à 70.000 personnes, saccageant des fast-foods américains et des bureaux d'une compagnie de téléphonie mobile scandinave, et brûlant le portrait de Musharraf. Le dimanche 19 février, le gouvernement interdit une manifestation à Islamabad, déployant 6,000 policiers et paramilitaires et paralysant le centre ville. Après des heures de combats de rue, un millier de manifestants se réunit dans un quartier périphérique, autour de slogans parmi lesquels : « Tout ami des Etats-Unis est un ennemi ». Contrairement aux demandes des cercles dirigeants pakistanais, qui craignent de nouvelles confrontations sanglantes (déjà plusieurs morts, des dizaines de blessés et des centaines d'arrestations), l'administration américaine a décidé de maintenir la visite de

Bush au Pakistan en mars. Au Liban, en Somalie, en Indonésie, les régimes locaux demandent aux gouvernements occidentaux de condamner les caricatures... dans l'espoir de contrôler la fièvre anti-impérialiste qui les menace directement !

Les caricatures de Mahomet mettent le feu à des tonneaux de poudre remplis par la misère et le malheur imposés brutalement aux masses musulmanes. En Afghanistan, le chômage va de 30 à 70% suivant les régions. Les sans-abris se comptent par centaines de milliers. Les réfugiés revenus au pays après la chute des Talibans tentent désespérément de quitter le pays, qui produit à nouveau 85% de l'opium mondial, soumettant les agriculteurs locaux à des mafias brutales.

Le but réel de cette campagne raciste (imagine-t-on le scandale qu'aurait provoqué la publication généralisée, internationale, de caricatures de juifs ?) est l'élargissement de la base sociale qui soutient l'intervention militaire au Moyen-Orient, en Irak, en Palestine, et demain en Iran ou en Syrie. L'opinion publique devrait se montrer plus indulgente lors des futurs massacres de civils dès lors qu'elle perçoit ces mêmes civils comme des barbares hostiles et inférieurs.

La Ligue Internationale des Travailleurs en Belgique condamne avec fermeté la récente campagne néo-colonialiste et raciste menée à partir des caricatures décrivant le prophète Mahomet comme assassin et terroriste.

¹ 6,000 soldats des troupes de l'Otan doivent venir remplacer des militaires américains cet été en Afghanistan. Ces troupes seront sous commandement britannique (3,000 hommes). Les Hollandais contribuent à hauteur de 1,400 hommes. Cela portera le nombre de soldats de l'Otan dans le pays à 15,000 tandis que les américains diminuent ainsi leur contingent de 20,000 à 16,000.

² Les journaux norvégiens sont les premiers à avoir reproduit les caricatures danoises.

**Unité des masses européennes et arabes dans la lutte contre l'Impérialisme.
Retrait immédiat des bases militaires impérialistes.
Vive l'Intifada. Vive la résistance du peuple Irakien.**

Défense des combattants

Iran

La presse nous inonde à propos des « méchants » iraniens qui voudraient fabriquer des bombes atomiques. C'est d'autant plus cynique que les principaux accusateurs sont les Etats-Unis, le seul pays à avoir utilisé ces armes dans des attaques contre des populations (sur Hiroshima et Nagasaki, en 1948). D'ailleurs, tout en menaçant l'Iran, les pays impérialistes et l'ONU continuent à fermer les yeux sur les bombes atomiques d'Israël. Dans ce contexte, nous défendons le droit de l'Iran à développer une technologie nucléaire.

Entre-temps, le régime iranien mène une guerre sans merci aux travailleurs qui tentent de faire vivre des syndicats indépendants : matraquage des militants et saccage des permanences par les nervis du Conseil islamique du travail (l'organisation appointée par le régime pour soi-disant représenter les travailleurs), mais aussi utilisation de toutes les entraves « légales » par les services de police ou de justice. (Voir

<http://www.vahed-center.org>). Le 22 décembre 2005, des agents du « ministère de l'Information » ont arrêté des membres du Comité exécutif du syndicat de la compagnie de bus Vahed, qui assurent le service de Téhéran et sa banlieue, dont le principal dirigeant, Mansour Ossanlou.

Deux jours plus tard, environ 3 000 conducteurs et employés se sont mis en grève pour demander la remise en liberté de leurs camarades, le droit de former un syndicat indépendant et la satisfaction de leurs revendications en matière de salaires, classifications, conditions de travail et de sécurité.

Plusieurs dizaines de grévistes étaient immédiatement arrêtés mais, le lendemain, le maire de Téhéran devait accepter de recevoir leurs représentants et promettre de les faire libérer.

Pourtant la nouvelle année a débuté sans liberté pour Ossanlou (dont la condition physique est précaire et qui a besoin une opération aux yeux... suite à

un précédent tabassage par les voyous du Conseil islamique du travail). Pire même, les mesures de rétorsion ont commencé contre les grévistes : salaires non payés, comptes en banque bloqués.

Actuellement, selon les sources diplomatiques de la Confédération Internationale des Syndicats Libres à Téhéran, plus de 500 syndicalistes seraient aujourd'hui incarcérés. (press@icftu.org)

Avec les travailleurs iraniens, nous disons,

- **Libérez Mansour Osanloo et tous les syndicalistes détenus de Sharket-e Vahed !**
- **Respect des droits syndicaux par la direction de Sharket-e Vahed!**
- **Une convention collective chez Sharket-e Vahed Maintenant!**
- **Payez les arriérés de salaire aux syndicalistes de Vahed Maintenant !**

Bruxelles

Des dirigeants du PS ont manifesté leur « souci » pour les sans-papiers, au point de participer même à la marche du 25 février.

Mais le gouvernement de ce même PS a expulsé Vincent, la veille de la manifestation, et maintient prisonnier des camarades qui, depuis bien plus longtemps, se battent pour les sans-papiers et ont été emprisonnés à cause de cela depuis octobre 2005.



Nous exigeons :

- la réadmission de Vincent en Belgique
- la libération immédiate de Barry et David

Le Tribunal du Travail a finalement décidé que Maria Vindevoghel a été licenciée arbitrairement et sans aucune justification.

Mais... Flightcare pourra s'en sortir en payant une amende !



Le combat doit continuer pour criminaliser les patrons qui licencient de cette façon, comme lors de la grande manifestation du 8 février à Gand contre la chasse aux délégués.

Manifestation

mercredi 8 mars, à 17h30

Départ : Place de l'église de Zaventem

DHKC - Le gouvernement belge attaque une fois de plus le Front révolutionnaire pour la libération du peuple turque (DHKC). Une dizaine de membres présumés ont été amenés en justice. Ce mardi 28 plusieurs d'entre eux ont été condamnés à de lourdes peines allant jusqu'à six ans de prison. Parmi les inculpés Bahar Kimyongur a été condamné à une peine de quatre ans, pour avoir diffusé un communiqué de son organisation. **Stop à la répression du DHKC. Unité dans la mobilisation pour la défense de nos libertés politiques et d'expression.**

Libérez tous les prisonniers politiques